



PRÉFET DE L'OISE

Arrêté préfectoral mettant en demeure la société ADDIVANT France SAS de respecter certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression et de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, sur le site implanté à Catenoy

LE PRÉFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8-I, L.172-1 ainsi que le chapitre VII du titre V de son livre V « Produits et équipements à risques », et notamment ses articles L.557-46 et L.557-61 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R.511-9 à R.511-10 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999, relatif aux équipements sous pression, pris pour l'application de l'article L.557-61 du code de l'environnement et notamment ses articles 17, 18 et 29-I ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression et notamment les articles 9, 9 bis, 10, 15 et 17 ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation qui dispose, notamment dans l'annexe III-3° Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation :

« Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations dans des conditions de sécurité optimales. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures » ;

Vu les actes administratifs délivrés à la société CHEMTURA France SAS réglementant le fonctionnement de l'établissement exploité sur le territoire communal de Catenoy et notamment les arrêtés préfectoraux des 16 mars 1987, 30 août 1996 et 11 septembre 2012 ;

Vu la demande de changement d'exploitant souscrite par la société ADDIVANT France SAS le 13 décembre 2012 et l'arrêté préfectoral du 30 avril 2013 en prenant acte ;

Vu la procédure EN/117, de la société ADDIVANT France SAS établissant la périodicité des opérations de maintenance des différents matériels dont notamment les réservoirs, les chaudières, les soupapes ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 26 février 2015 faisant suite à la visite d'inspection du 26 novembre 2014 réalisée sur le site de la société ADDIVANT France SAS ;

Vu la transmission du rapport d'inspection à l'exploitant par courrier du 26 février 2015 reprenant les constats effectués lors de la visite d'inspection précitée, conformément à l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

Considérant que l'article 9 bis de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 impose à la société ADDIVANT France SAS d'établir la liste des équipements sous pression qu'elle exploite ;

Considérant qu'en application de cet article, la société ADDIVANT France SAS a recensé 34 équipements sous pression ;

Considérant que sur la base de cette liste, il apparaît que 15 équipements sous pression ne font l'objet d'aucun suivi ;

Considérant que ces 15 équipements sous pression ne disposent pas d'un dossier de suivi et n'ont fait l'objet d'aucune inspection périodique, requalification périodique, ni déclaration de mise en service ;

Considérant que cette situation est non conforme aux articles 9, 9 bis, 10, 15, 17 et 20 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 susvisé ;

Considérant qu'en référence au 3° de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié, la société ADDIVANT France SAS est tenue de mettre en œuvre des procédures et instructions pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations ;

Considérant que, dans ce contexte, la société ADDIVANT France SAS a notamment rédigé la procédure maintenance référence EN/117, définissant les fréquences de contrôles de certains des équipements du site qu'elle exploite, chemin du Trou Bleu à Catenoy ;

Considérant que cette procédure impose un contrôle des trois soupapes du réservoir d'isobutylène de 80 m<sup>3</sup> et du réservoir de bichlorure de soufre n° 03R9000 à une fréquence n'excédant pas six mois ;

Considérant que lors de l'inspection réalisée le 26 novembre 2014, il a été constaté que le dernier contrôle des soupapes du réservoir d'isobutylène de 80 m<sup>3</sup> a été réalisé le 7 janvier 2014 et que de ce fait la périodicité de contrôle dépassait six mois ;

Considérant que lors de la même inspection, il a été constaté que le dernier contrôle des soupapes du réservoir de bichlorure de soufre a été réalisé le 9 janvier 2014 et que de ce fait la périodicité de contrôle dépassait six mois ;

Considérant que le non respect de la fréquence de contrôle ne permet pas de justifier que ces soupapes remplissent leur fonction de sécurité pour laquelle elles sont conçues ;

Considérant que cette situation est susceptible en cas de situation accidentelle de conduire à la ruine des réservoirs équipés de ces soupapes ;

Considérant qu'en application de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000, l'exploitant n'a pas établi la déclaration de mise en service (DMS) pour la cuve d'isobutylène de 80 m<sup>3</sup> et de la chaudière Babcock n° 13350 ;

Considérant qu'en application de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000, l'exploitant n'a pas fait réaliser le contrôle de mise en service de la chaudière Babcock n° 13350 ;

Considérant qu'au regard de ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article 29-I du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 en mettant en demeure la société ADDIVANT France SAS, pour son site de Catenoy, de respecter les dispositions des articles 9 bis, 10, 15, 17 et 20 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 susvisé ainsi que le 3° de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 :

Sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, la société ADDIVANT France SAS, implantée chemin du Trou Bleuet à Catenoy (60840), est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 2, 3, 4 et 5 du présent arrêté.

### ARTICLE 2 :

La société ADDIVANT France SAS est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 9, 9 bis, 10, 15, 17 et 20 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 susvisé.

Pour les quinze équipements sous pression (ESP) listés ci-après, l'exploitant est tenu de constituer un dossier de suivi conforme aux articles précités :

- cuve tampon 1R554,
- réacteur 46K0300,
- réacteur 46k0400,
- échangeur 46E0315/faisceau,
- échangeur 46E0415/faisceau,
- recette 3R009/épingle,
- recette 3R010/épingle,
- colonne 3D040,
- recette B7/DE-A,
- recette B7/DE-B,
- recette B8/DE-A,
- recette B8/DE-B,
- bouilleur 3E041,
- colonne 51D0406,
- échangeur 51E0208/faisceau.

### ARTICLE 3 :

La société ADDIVANT France SAS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000.

L'exploitant est tenu de procéder à la déclaration de mise en service (DMS) pour la chaudière Babcock n° 13350.

### ARTICLE 4 :

La société ADDIVANT France SAS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000.

L'exploitant est tenu de procéder au contrôle de mise en service de la chaudière Babcock n° 13350.

### ARTICLE 5 :

La société ADDIVANT France SAS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'annexe III.3° de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié.

L'exploitant, en application de sa procédure maintenance référencée EN/117, prend les dispositions nécessaires pour assurer :

- le contrôle des trois soupapes équipant la cuve de 80 m<sup>3</sup> d'isobutylène selon une fréquence n'excédant pas six mois,
- le contrôle de la soupape de la cuve de bichlorure de soufre n° 03R9000 selon une fréquence n'excédant pas six mois.

**ARTICLE 6 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article 29-II du décret du 13 décembre 1999.

**ARTICLE 7 :**

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

**ARTICLE 8 :**

Le présent arrêté sera notifié à la société ADDIVANT France SAS et publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

Fait à Beauvais, le **28 AVR. 2015**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général



Julien MARION

Destinataires :

Monsieur le Directeur Général  
Société ADDIVANT France SAS  
Chemin du Trou Bleuet  
60840 Catenoy

Monsieur le sous-préfet de Clermont

Monsieur le maire de Catenoy

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

Monsieur l'inspecteur de l'environnement  
s/couvert de Monsieur le chef de l'unité territoriale de la direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement de Picardie

